

La participation des jeunes Dans la vie publique et politique





03

Interview

Mme Lamia Grar,
Directrice exécutive de l'Institut Arabe
des Droits de l'Homme (IADH) :
«Notre action cible les femmes
et les jeunes qui sont l'avenir du
leadership dans la région arabe»

10

Dossier

La participation des jeunes dans la vie
publique et politique :
**Phénomène circonstanciel
ou éveil citoyen de longue durée !**

13

Entretiens

Ines Ben Othmane,
Le syndicalisme, un chemin à suivre !

Lina Ben Mhenni,
Reflet de la jeunesse tunisienne

Kaouther Zouari,
*membre du comité de soutien de Ghazi Béji et
Jabeur Majeri*
*Jeunes tunisiens, ou quand expression rime
avec prison !*

19

Enquête

Participation des jeunes à la vie publi-
que et politique
Un nouveau regard

Dans le web

Les jeunes tunisiens et la politique :
- Le maillon faible de la transition

26

Association

Association Tunisienne de Gestion et de
Stabilité Sociale

**Une approche novatrice de l'Art et de
la Création**

30

Success Story

Le réseau WOM'in

**Un coup de pouce à chaque porteuse
de projet**

32

Portrait

ASMA AIDI,

**La Tunisienne citoyenne
du Monde**

34

Etudes

**Participation et citoyenneté
chez les jeunes en Tunisie**

36

Culture

Selma joué par Nejma Zeghidi

Selma : un combat ordinaire

42

Lu pour vous

Zohra Marouani Guedich :

«Poèmes et culture»

44

La Revue du CREDIF

*Revue Trimestrielle éditée par le Centre de Recherches,
d'Etudes, de Documentation et d'Information sur la Femme*

Directrice Responsable

Rachida TLILI SELLAOUTI

Equipe de la rédaction

Mouna MTIBAA

Sonia ZEKRI AMIRA

HANEN CHAKROUN

Abdel AZIZ HALI

Najoua ZOUHAIR

Neïla SAADI

Ont contribué à ce numéro

Chayma ZENAIDI

Sénim BEN ABDALLAH

Design couverture

Ines MATRI

(PAO)

Equipe technique

Ibtissem MATHLOUTHI CHENNOUFI

Saisie

Khitem SASSI

CREDIF

Adresse : Av, du Roi Abdeaziz Al Saoud - rue Farhat Ben Afia

2092 El Manar II - Tunis

Tél : 71 885 717

Fax : 71 887 436

E-mail : directeur.general@credif.rnrt.tn

Web : credif.org.tn

ISSN : 0330-7379

Mme Lamia Grar,

*Directrice exécutive de l'Institut Arabe
des Droits de l'Homme (IADH) :*

**«Notre action cible les femmes
et les jeunes qui sont l'avenir du leadership
dans la région arabe»**



L'Institut Arabe des Droits de l'Homme (IADH) est une organisation régionale, basée en Tunisie depuis déjà 25 ans. L'année prochaine, l'Institut célébrera son 25ème anniversaire, un long parcours pour la promotion des droits humains dans toute la région arabe.

Les activités de l'Institut portent aussi sur le renforcement des capacités de la société civile en général, mettant l'accent, en profondeur, sur les jeunes, les enfants et les femmes, qui constituent «le focus de notre action», précise Mme Lamia Grar, directrice exécutive à l'IADH. L'avenir du leadership arabe sera la femme et les jeunes, a-t-elle encore estimé, une opinion soutenue y compris à l'échelle internationale.

Dans cette interview, la jeune directrice exécutive de l'IADH nous livre des éclairages sur l'action menée par l'Institut en direction des jeunes et des femmes dans la Tunisie post-révolution.

❑ *En quoi consiste le programme de l'IADH destiné aux jeunes?*

Dans notre action nous ciblons les femmes et les jeunes, actifs dans la société civile, car c'est eux qui vont prendre la relève et se positionner comme l'avenir du leadership dans la région arabe. Ainsi, notre travail est axé sur la question des droits des jeunes et leur participation dans le domaine associatif et dans la sphère sociale, économique et politique, de manière générale.

Durant les deux dernières décennies, nous avons mis l'accent sur les activités de sensibilisation avec l'organisation d'actions de formation et de séminaires de réflexion pour promouvoir et renforcer la connaissance des thématiques en rapport avec les droits de l'homme, une question assez sensible dans la région arabe mais qui n'a pas été suffisamment approchée par la société civile, à l'instar de la question du genre, les droits des migrants, les réfugiés et les minorités. Il ya quelques années, ces questions ne pouvaient être facilement abordées par la société civile locale dans l'ensemble de la région arabe.

Après le déclenchement de la révolution en Tunisie, l'IADH a essayé de capitaliser son expérience accumulée depuis sa création et de mettre à profit le réseau de partenariat avec la société civile et les acteurs gouvernementaux mis en place dans la région arabe et en Tunisie en vue de créer un espace de dialogue.

La situation qui est apparue après la révolution a permis de révéler de nouvelles pistes qui s'offrent mais aussi de nouveaux défis auxquels nous devons faire face. Durant la première année de la révolution, l'IADH a essayé d'intervenir rapidement et de ne pas laisser passer l'opportunité d'agir du-

rant cette période. On devait travailler dans l'interaction, interagir et réfléchir en même temps sur une stratégie à long et moyen terme.

Après la révolution on a constaté un véritable boom de nouvelles ONG. De nouvelles voix ont émergé. Des voix de jeunes, de femmes et celles venant des régions.

L'observation et l'analyse de la situation durant cette période a permis de constater un véritable boom de nouvelles organisations de la société civile. De nouvelles voix ont émergé. Des voix de jeunes, de femmes et des voix émanant de régions qui étaient, auparavant, condamnées au silence. En raison d'une situation de verrouillage, l'intérieur du pays était comme un désert au plan culturel ou encore en matière d'éducation aux droits de l'homme.

❑ *Quelle a été la démarche de l'IADH dans tout cela ?*

Notre action consistait au départ à identifier les nouveaux acteurs qui ont émergé après la révolution à travers des actions directes de formation, des forums dans les régions, des débats ouverts avec la société civile mais aussi avec le simple citoyen. Notre idée fondamentale est que les droits de l'homme ne doivent pas être l'apanage de l'élite et des acteurs traditionnels de la société civile.

Lors de notre travail dans les régions, nous-mêmes, on apprenait et on découvrait en même temps une nouvelle méthodologie de travail. Ce n'est plus nous qui réfléchissons et qui donnons des propositions aux autres mais plutôt on écoutait ces nouveaux acteurs dont la grande majorité sont des jeunes. L'objectif était de bâtir ensemble, avec eux, des stratégies, des plans d'actions et des initiatives communes.

On devait aussi élaborer une cartographie des nouveaux acteurs et établir une typologie des ONG qui ont montré une grande diversité. Nous avons entamé des études et des recherches-action en vue d'identifier ces ONG et pour comprendre leurs méthodes de travail, leurs visions, leurs objectifs et connaître la qualité de leurs relations avec leur public cible, leur communauté, leur environnement local et les liens qu'ils ont avec les autorités locales. Il s'agit aussi de voir dans quelle mesure ils disposent des compétences et de l'expertise nécessaires leur permettant d'établir des partenariats avec d'autres parties, dont des partenaires étrangers.

Notre analyse a révélé une grande diversité de la société civile tunisienne. Deux grands groupes composés de nouvelles associations ont émergé. La plupart de ces associations étaient initiées par des jeunes ou des femmes. Nous avons constaté que ces nouveaux acteurs sont plutôt portés sur le travail sur le terrain en utilisant de nouveaux outils qui ont l'avantage d'attirer davantage cette jeunesse et ces nouveaux bénéficiaires de la question des droits de l'homme, en général. En fait, ils ne cherchent pas à utiliser les outils traditionnels tels l'organisation de formations, de séminaires ou de débats mais plutôt des outils créatifs. Cette nouvelle réalité nous a poussé à développer, nous-mêmes, nos procédés, à revoir notre manière de travailler, les outils dont on dispose pour être au

diapason des besoins et des demandes de cette nouvelle génération de défenseurs des droits humains.

L'analyse du terrain nous a aussi permis de découvrir un deuxième groupe de nouveaux acteurs de la société civile. Il s'agit de jeunes qui n'étaient pas formalisés selon des structures conventionnelles avec une structure claire. Ces acteurs veulent travailler dans l'informel à travers des initiatives de jeunes qui se mettent ensemble pour travailler avec des outils virtuels tels facebook, les réseaux sociaux, ou encore à travers différents autres espaces sur internet, pour s'adresser à leur public cible et aux citoyens en général.

Chez les jeunes il ya une volonté pour travailler, changer et faire bouger les choses mais il ya aussi un manque d'expérience et de coordination pour travailler ensemble.

Face à ce nouveau contexte, l'IADH a réorienté son approche pour pouvoir apporter son aide à ces ONG afin qu'elles puissent accompagner la transition. On a aussi relevé qu'autant il ya une volonté pour travailler, changer et faire bouger les choses autant il y avait un manque d'expérience, de volonté et d'expertise pour travailler ensemble. Nous avons constaté une disparité, un manque de coordination et d'expertise pour se mettre en réseau en vue d'un plus grand impact, s'aider les uns les autres et capitaliser les efforts et les moyens dont ces structures disposent.

❑ *Concrètement, comment a été organisée cette action ?*

L'IADH dispose d'une importante crédibilité aux niveaux national et international. Après la révolution, on a constaté qu'il y avait non seulement un boom de la société civile mais aussi des bailleurs de fonds qui sont venus nombreux en Tunisie mais de manière un peu anarchique. Cette situation a engendré une duplication des actions en raison de l'absence de concertation, y compris du côté des bailleurs de fonds. Il était aussi nécessaire, de se concerter et de mettre les choses ensemble pour éviter qu'il y ait une déviation de la société civile tunisienne avec risque de corruption de ces associations encore nouvelles et qui ne disposent pas des moyens et capacités nécessaires pour gérer autant de fonds.

Pour éviter cette situation et grâce à nos contacts avec les bailleurs de fonds traditionnels, les nouvelles structures sont venues nous consulter. Nous avons essayé de les conseiller et de les sensibiliser à l'importance de se concerter ensemble, donateurs et nouveaux acteurs de la société civile, pour pouvoir agir avec plus d'efficacité.

Partant de tous ces constats on a proposé aux bailleurs de fonds de se regrouper dans le cadre d'une task force. L'IADH a mis à leur disposition les compétences et les moyens dont il dispose en vue d'une gestion transparente et efficace des projets. L'IADH pouvait aussi accompagner partenaires en les aidant dans l'identification des organisations qui ont le plus d'impact dans leurs communautés mais aussi les ONG qui travaillent ensemble et qui disposent d'un minimum de professionnalisme et un référentiel respectant l'universalité des droits de l'homme.

Nous avons aussi essayé d'identifier les ONG qui peuvent garantir une certaine durabilité et qui disposent de programmes d'éducation aux droits de l'homme, principal outil de changement en cette période. Il ya des projets de changement sociétal qui sont plus dangereux que les changements politiques en cours. Le plus important c'est d'enraciner la culture des droits de l'homme, de la citoyenneté et de la démocratie chez les jeunes car c'est eux à l'avenir qui vont porter le projet de la Tunisie moderne.

❑ *Qu'en est-il de vos actions en matière de culture de la citoyenneté ?*

Concernant ce volet nous avons essayé d'établir des contacts avec les nouvelles autorités post-révolution pour mettre en place des actions et des programmes pour le développement des droits de l'homme dans les structures éducatives. Nous avons signé une convention de partenariat avec le ministère de l'éducation pour instaurer un programme global qui comporte trois grands axes. Le premier consiste en une évaluation du point de vue des droits de l'homme des programmes et manuels scolaires utilisés dans les différents niveaux d'enseignement.

Le deuxième grand volet porte sur le renforcement des capacités des enseignants et des éducateurs en matière des droits de l'homme. Des sessions de formation ont été organisées pour les enseignants pour améliorer leurs connaissances et les accompagner dans la diffusion de la culture des droits de l'homme.

Le troisième grand volet concerne la création dans les écoles de clubs de citoyenneté et des droits de l'homme. Des milliers de clubs existent dans les écoles mais ont-ils un impact ? Est ce qu'il existe

une réelle participation des jeunes à ces activités ou sont-ils seulement contraints d'y adhérer ?

Sept clubs pilotes ont été mis en place dans les écoles les plus marginalisées à Tunis Mallassine (école Bab Khaled), Kelibia, Le kef (Dahmani), Kasserine, Sfax, Tataouine (Ghomrassen) et Tozeur.

Notre action avait pour objectifs d'accompagner ces jeunes dans le processus de création du club où toutes les activités devaient se faire de manière participative avec la participation de tous les acteurs dans l'école mais aussi d'un parrain de la société civile locale. Ainsi, afin que l'activité ait un impact sur l'environnement immédiat de l'école.

❑ A travers l'observation et le travail de terrain que vous avez mené y a-t-il de la part des jeunes un véritable éveil et un engagement dans la vie politique ?

Nous avons constaté chez les jeunes une volonté pour s'engager dans la vie politique en général, particulièrement au début de la révolution. Durant cette période on a enregistré un engouement des jeunes beaucoup plus que chez leurs aînés qui eux par nature mesurent beaucoup plus avant de s'engager. Il y a certes cette volonté et cette envie de faire quelque chose pour le pays. Ce fait nous l'avons constaté dans toutes les régions que nous avons visitées. Il y avait un sens citoyen très fort chez les Tunisiens et essentiellement chez les jeunes.

La question était de trouver le moyen de canaliser cette énergie et de la guider sans pour autant lui imposer des choix car on sait les jeunes se rebiffent dès qu'une autorité cherche à leur imposer un choix ou une décision. Aussi, nous avons amendé notre méthodologie et nos outils de travail en direction des jeunes en adoptant un langage et une manière de faire souple et en essayant, plutôt, de les approcher et de canaliser cette énergie vers

des objectifs plus constructifs qui contribuent à la construction de l'avenir.

❑ Quels sont les freins à un tel engagement ?

Tout d'abord, c'est le manque d'expérience chez les jeunes mais aussi chez les moins jeunes. Cette situation est nouvelle pour tout le monde d'où l'impératif de nous initier à l'action associative, au travail d'équipe et à l'action démocratique.

Traditionnellement, les jeunes initient les projets et donnent des idées, ensuite généralement, c'est les moins jeunes qui prennent le pouvoir décisionnel.

Il existe aussi des freins qui sont particuliers à certaines régions en rapport avec la participation des femmes. Outre le poids des traditions ces freins sont de portée économique dans la mesure où les femmes sont surchargées de responsabilités.

La question des traditions et de la vision que porte la société à la femme et aux jeunes est fortement présente dans la région arabe où on considère les jeunes comme incompetents. Cette mentalité persiste encore au sein même de certaines associations où les leaders traitent les jeunes comme des exécutants et n'acceptent pas qu'ils assument, eux, la responsabilité de conduire une action ou de proposer de nouvelles idées.

Traditionnellement, dans les organisations de la société civile ou la sphère politique, c'est toujours les jeunes qui initient des projets et donnent des idées et c'est, généralement, les moins jeunes qui prennent le pouvoir décisionnel. L'idée que nous voulons communiquer c'est que les jeunes autant ils sont actifs sur le terrain autant ils doivent être aussi capables d'accéder au leadership pour être réellement acteurs du changement.

❑ *Quels sont les aspects qui peuvent les encourager?*

La volonté dont les jeunes sont eux-mêmes porteurs est le principal facteur d'encouragement à une meilleure participation à la vie publique et politique. Cette volonté aura un impact réel si elle s'accompagne d'un savoir faire et d'un renforcement des capacités par la formation et les actions d'initiation aux fondements des droits de l'homme.

❑ *Quels sont les moyens utilisés par les jeunes ?*

Nous constatons une diversité des moyens utilisés par les jeunes, dont l'usage de nouvelles technologies de l'information et un usage assez fréquent des réseaux sociaux, des blogs, des appels, des taggs, des campagnes virtuelles portant sur des thématiques diverses dont, à titre d'exemple, la cherté de la vie.

D'autres jeunes utilisent l'art comme outils d'action. Nous avons plusieurs ONG de jeunes partenaires de l'IADH qui utilisent la danse artistique tel le rap, le théâtre, le documentaire, le cinéma, la peinture on cite l'association «couleurs de la liberté» qui visite les écoles à l'intérieur du pays et organise ateliers de peinture pour transmettre les principes des droits de l'homme.

De manière générale on peut dire qu'il y a une diversité de formes possibles de l'art qui sont aujourd'hui utilisées par les jeunes. Cela est d'autant plus important que c'est l'un des aspects les plus proches du citoyen. Ces moyens donnent la possibilité de diffuser le message sans pour autant passer par des discours pédagogiques fermés.

Toutefois il est nécessaire de bien maîtriser ces outils pour qu'ils ne prennent pas le dessus sur le message d'où l'importance de travailler tout autant sur le contenu que sur la forme en essayant de mettre en œuvre les outils les plus adaptés, les plus créatifs et qui soient facilement assimilés par le public cible.

Les jeunes femmes sont généralement plus actives que les hommes et penchent pour les actions sur terrain.

❑ *Ya t-il une différence entre filles et garçons ?*

Malheureusement, il y a toujours une différence entre jeunes, filles et garçons. Les femmes font face à plusieurs difficultés mais cela n'empêche qu'on ne peut que constater qu'il y a de plus en plus de femmes actives dans la société civile. Malgré leur nombre limité, les jeunes femmes sont généralement plus actives que les hommes et penchent plutôt pour les actions sur le terrain.

❑ *Quelle est votre analyse de la situation dans le pays et quelles sont, de votre point de vue, les urgences ?*

En matière de droits de l'homme, nous pensons qu'il ya des opportunités, des défis et des acquis qu'on doit défendre contre toute régression. La situation de transition que nous traversons en Tunisie a créé une dynamique au sein de la société civile fortement liée à la situation politique, social et économique dans le pays. Je pense que tous ces facteurs sont positifs car tant qu'il ya une mouvance sur le plan politique il ya une mouvance dans la société civile. Le problème en Tunisie persiste au niveau des droits économiques et sociaux où aucun changement n'a été accompli. Bien plus nous constatons qu'au contraire, les choses s'aggravent de plus en plus sur ce plan.

Sur le plan culturel, nous constatons une certaine dynamique des artistes eux mêmes sans être accompagnée par les autorités. Un mouvement s'est créé par les artistes et les intellectuels de manière générale pour redynamiser la vie culturelle dans le pays afin qu'elle ne soit pas concentrée, comme auparavant, uniquement à Tunis.

Pour ce qui est des réformes institutionnelles, politiques, sécuritaires et législatives tous ces chantiers tâtonnent toujours. Cela n'empêche, ces réformes nécessitent du temps et doivent se faire par les autorités et le gouvernement en concertation avec la société civile. Cette dernière ne doit plus se limiter à la revendication et au refus de toute initiative émanant du gouvernement. Il est temps pour la société civile, d'une part, et les autorités publiques,

d'autres part, d'accepter de travailler ensemble et de se concerter. C'est nécessaire et obligatoire pour que le pays avance. C'est pas un choix c'est une obligation.

Actuellement, nous nous acheminons vers une décentralisation du pouvoir public d'où une participation beaucoup plus importante des autorités locales et des associations actives dans les régions à la conception du budget et des programmes des autorités locales et municipales. La société civile doit assurer une participation réelle à la vie publique.

Nous espérons que ces réformes ne vont plus tarder. Il est urgent que le processus politique puisse se poursuivre mais en parallèle les réformes économiques et sociales doivent aussi se mettre en place.

Le dernier point, le plus important, concerne l'éducation aux droits de l'homme qui doit être le pivot de la transition démocratique. L'impact des réformes n'est possible sur le moyen ou le long terme que si elles portent un intérêt à cet aspect. Pour éradiquer le terrorisme, la violence, le refus de l'autre, consacrer le droit à la différence, la solution sécuritaire est insuffisante. Il est aussi nécessaire de travailler avec les jeunes pour les imprégner de la question de la citoyenneté et qu'ils prennent conscience de leur devoir d'agir et de protéger le pays. Participer et agir sont les mots clés pour nos enfants et pour les jeunes marginalisés.

Interview conduite par Mouna Mtibaa

La participation des jeunes dans la vie publique et politique

Phénomène circonstanciel ou éveil citoyen de longue durée !



La participation des jeunes dans la vie publique et politique

Phénomène circonstanciel ou éveil citoyen de longue durée !

Tous les tunisiens conviendront que la participation des jeunes aujourd'hui à la vie publique et politique est grandissante voir bel est bien réelle d'autant plus, elle était quasi inexistante avant Janvier 2010. Si on revient quelques années en arrière, les quelques jeunes militants ou activistes qui osaient agir ou parler en faveur de la liberté ou de la démocratie le faisait sous couvert de pseudonyme sur la toile ou à partir de l'étranger. Rares étaient les personnes qui défiaient le régime et critiquaient le pouvoir directement sans en subir les conséquences.

Depuis deux ans, la donne a brusquement changé. Avant même le 14 Janvier et le départ précipité de Ben Ali, les jeunes étaient dans les rues, criant leur colère, exprimant leur indignation et revendiquant la chute du régime. Un trop plein diront quelques uns, une suite logique de deux décennies de dictature ; un éveil citoyen clameront d'autres qui a tardé à venir mais qui a enfin vu le jour. Le fait est que les jeunes tunisiens se sont réappropriés les rues et veulent prendre leur destinée en main. La vie publique et politique est désormais un souci majeur pour eux. Ils font des efforts, essayent de comprendre la déferlante des news quotidiennes et agissent en conséquent : Manifestations, meetings, sit-in, marches, comités de soutien, affiches, banderoles, pétitions... La société tunisienne a

inexorablement évolué pour intégrer une nouvelle donne : la participation des jeunes à la vie publique et politique.

Une participation massive de la jeunesse tunisienne :

Les jeunes tunisiens ont décidé que non seulement ils feraient partie du paysage public et politique de la Tunisie, mais aussi qu'ils seraient partie prenante des décisions et de leur impact sur la société. Du jour au lendemain, la vie associative en Tunisie a vu une floraison d'associations de toutes sortes, d'organisations de défense de telles ou telles idées ou principes, des comités de soutien aux personnes ayant été victimes d'injustices. Des dizaines de partis politiques ont vu le jour, et ont in-

tégré des centaines de jeunes. Quelques partis ont même osé le défi de placer à des postes décisionnels des jeunes, prouvant ainsi la confiance qu'ils ont en leur capacités et compétences.

Les jeunes engagés qui ne font pas partie d'associations ou de partis politiques, ont choisi « l'appel de la rue » comme ils le disent. Ils répondent présents à toutes les manifestations et les sit-in et ne ratent jamais l'occasion d'exprimer leur colère de quelque manière que ce soit : Manifestation, sit-in, marche, interviews à la télévision, à la radio ou dans la presse écrite... Ils ne le font certes pas aveuglément mais conformément à leur principes et croyances, ce qui constitue une conscience citoyenne intelligente en soi. La politique est devenue partout le principal sujet de discussion. Une grande partie de jeunes s'intéresse, pose des questions, essaye de comprendre, et surtout critique. La démocratie semblait au bout des doigts et la ferveur et l'enthousiasme ont pris le dessus. Tout semblait acquis sur le coup. Or dans toute transition, il faut prévoir un temps d'adaptation et de changement vers la démocratie. C'est précisément ce temps, qu'ils trouvent long, qui fait que certains s'impatientent et d'autres sont plutôt démotivés aujourd'hui.

Un élan revu à la baisse

La spontanéité du mouvement de foule qui remplissait les rues de la Tunisie a relativement perdu de son intensité et de son ampleur les derniers mois. Quelques jeunes apprentis de la vie publi-

que et politique, ont du mal à garder le souffle. La multitude d'évènements et de complications sur la scène publique et politique, fait qu'ils ne voient plus vraiment le bout du tunnel. La déprime s'installe, le découragement s'amplifie et certains ont l'impression que leur participation est vaine et sans résultat. Enfin, l'absence de détermination et de prise de position attendues de certains partis d'opposition a fini par avoir raison de leur dernier espoir de changement.

C'est ce phénomène qui nous pousse à nous demander si cet élan vécu deux ans auparavant était une simple réaction circonstancielle ou bien une conscientisation qui se devait de prendre ce chemin dans le temps. Certains diront qu'il est trop tôt pour répondre, d'autres continueront sans relâche leur combat, et leur engagement dans la vie publique et politique du pays.

A ce stade, la transition démocratique n'est pas complètement aboutie et aura à l'avenir besoin de tous les citoyens sans exception, les jeunes en premier lieu pour refléter la volonté du peuple dans cette phase délicate. Reste à savoir si les jeunes, et moins jeunes aussi, reprendront pleinement leur place d'acteurs incontournables dans la vie publique et politique du pays afin de faire entendre leur voix et leur volonté et d'influencer le cours de l'histoire de la Tunisie. L'instauration d'une démocratie solide et durable en dépend...

Najoua Zouhair

Ines Ben Othmane

Le syndicalisme, un chemin à suivre !



Ines Ben Othmane, 31 ans, est cinéaste et réalisatrice, mais elle est aussi secrétaire générale du Syndicat des techniciens du cinéma et de l'audiovisuel, syndicat affilié à L'UGTT. Elle nous parle de l'importance de la participation des jeunes dans la vie publique et politique à travers cet organisme.

❑ *L'UGTT a toujours été un moteur essentiel dans la vie publique et politique du pays. Au sein de cet immense organisme national, comment décririez vous la participation des jeunes et leur engagement public et politique ?*

IBA : L'UGTT, depuis sa création, a fait partie de ce paysage complexe et dynamique de la politique en Tunisie. L'UGTT est un organisme qui protège les intérêts des travailleurs en Tunisie qu'ils soient

matériels ou moraux. La participation des jeunes dans cet organisme est directement liée à la moyenne d'âge de l'embauche des ressortissants des écoles et facultés. Une moyenne d'âge de 30 ans, donc dès le départ la vie syndicale du travailleur commence assez tard. Cela dépend aussi des secteurs : Le secteur privé compte beaucoup plus de jeunes que le secteur public. Pour nous, c'est plus facile d'avoir une forte participation des jeunes.

❑ *Quelles sont les formes de participation des jeunes au sein de l'UGTT. Ont-ils accès au rang décisionnel, aux postes importants ?*

IBA : La vraie question est comment peut-on faire participer les jeunes et les intégrer au sein de l'UGTT ? Leur faire confiance et leur confier des postes décisionnels ? Il faut savoir que l'UGTT est un organisme démocratique dans ses structures. Des élections ont été mises en place depuis toujours pour constituer les bureaux exécutifs. Et là, deux facteurs interviennent qui sont le manque de confiance dans les jeunes malgré leur présence massive lors des manifestations et la moyenne d'âge d'embauche des diplômés. Mon point de vue sur la question est claire : Les mentalités doivent évoluer pour donner plus d'espace et de chance aux jeunes et aux femmes pour maintenir l'image de l'UGTT et sa continuité.

❑ *Sur le plan national, pensez-vous que les jeunes tunisiens participent pleinement à la vie publique et politique ou au contraire ont-ils besoin de sen-*

sibilisation et de familiarisation avec cet aspect de la citoyenneté? et pourquoi ?

IBA : Depuis le 14 Janvier, la participation des jeunes n'est pas passée inaperçue : Manifestations, campagne électorales, et dernièrement le Sit-in Er-rahil, où les jeunes ont pris les devants et se sont regroupés dans différentes associations et mouvements. Ils étaient même présents dans le bureau exécutif de Jabhét él Inkadh (front du salut), mais ils ont vite été écartés au début du dialogue national, excepté le représentant de l'UGET, Wael Naouar.

On peut dire qu'il y a encore un conflit de génération qui persiste de nos jours et le fossé ne fait que s'agrandir. A mon avis la faute est partagée entre une ancienne génération qui n'a pas confiance dans les capacités des jeunes et ces derniers qui ont plein d'ambitions mais avec très peu de moyens et d'expériences.

Propos recueillis par Najoua Zouhair

Lina Ben Mhenni

Reflet de la jeunesse tunisienne



Figure Emblématique de la révolution tunisienne, Lina Ben Mhenni est cyberdissidente, bloggeuse et journaliste. Née en 1983, elle est par ailleurs assistante d'anglais à l'Université de Tunis. Son rôle de bloggeuse indépendante et sa participation aux manifestations, avant et pendant la révolution sont des faits marquants de sa vie.

❑ *Lina, vous êtes connue pour votre activisme et votre militantisme sur la scène publique et politique depuis des années. Pourriez-vous retracer pour nos lecteurs ces origines dans votre vie et nous dire quelle place, à cet engagement, dans votre vie de citoyenne tunisienne aujourd'hui ?*

LBM : Je n'ai jamais prétendu être une militante. Je me considère comme une citoyenne tunisienne qui a découvert que sa citoyenneté n'était pas complète et réelle et qu'elle devait agir pour changer cette situation. J'ai aussi grandi avec un papa qui aime le pays et qui m'a fait visiter différentes régions depuis que j'étais enfant. Nous faisons des vadrouilles et nous prenions souvent la route. Ceci m'a permis de constater la différence entre les discours diffusés par nos médias et la réalité des choses en Tunisie. J'ai vu la souffrance des gens de

mes propres yeux. J'ai commencé à m'exprimer et c'est à ce moment là que j'ai du faire face à la censure et tout ce qui s'ensuit.

Il faut dire que mon père et son histoire ont joué un rôle très important dans ma vie, dans mon engagement. Mon père est un ex-prisonnier politique qui a connu les prisons et a vécu la torture. Il a indirectement semé l'engagement en moi... je cherchais à comprendre son histoire... celle de ses camarades...

Mon engagement, si on peut appeler ce que je fais engagement, prend tout mon temps, je cherche à aider le maximum de personnes, à participer à toutes les manifestations ou sit-in qui correspondent avec mes convictions et mes principes, je voyage pour des conférences ... je n'ai plus de vie personnelle.

❑ *Il y a plusieurs formes de participation à la vie publique et politique afin de contribuer en tant que citoyen à son amélioration. Quel est l'appoint de ces différentes formes et à quelle dose les utiliser ?*

LBM : Je vais parler de la participation à travers un parti politique une situation que je suis loin d'apprécier. J'ai le sentiment et la conviction que dans les partis nous trouvons plutôt une relation verticale qui limite la marge de manoeuvre et l'action individuelle. tout passe par les décisions des leaders.

On peut s'engager à travers des associations et ONG et je trouve que c'est très important car certaines associations font du bon travail et ont changé la vie de certaines personnes. Les associations participent dans les changements en général. On peut toujours agir individuellement mais la marge de notre action restera limitée.

❑ *L'après 14 Janvier et les quelques jours qui l'ont précédé ont vu une participation massive des jeunes tunisiens après des années d'absence de la vie politique. Peut-on dire, deux ans plus tard, que c'était un phénomène circonstanciel ou un éveil citoyen à effet durable? La conjoncture historique du 14 Janvier est-elle suffisante à votre avis pour déclencher un activisme politique durable chez les jeunes ?*

LBM : Effectivement après 14 Janvier on a enregistré une participation massive des jeunes tu-

nisiens après des années et des années d'absence de la vie politique. Cependant, aujourd'hui, j'ai le sentiment que les jeunes s'éloignent de la vie politique parce qu'ils ont été déçus, parce qu'ils ont le sentiment que leur révolution a été confisquée, parce qu'ils se sentent trahis par les hommes politiques. Les déceptions ont replongé notre jeunesse dans l'indifférence.

❑ *La participation à la vie publique et politique est un facteur essentiel et vital dans un pays, cela reflète la bonne santé de son système. Quelles sont aujourd'hui les entraves à la vie publique et politique qui persistent encore aujourd'hui en Tunisie, et de quelle façon peut on les combattre ?*

LBM : Certes la participation à la vie publique et politique est un facteur essentiel mais je pense que nous n'avons pas toujours quitté la mentalité de dictature : je suis au pouvoir c'est moi qui décide, et les autres doivent obéir. Les jeunes sont exclus de la prise de décision et pourtant on parle de la révolution des jeunes / de la jeunesse. Malheureusement aujourd'hui si on exprime des critiques ou si on donne son avis, on risque de se retrouver en prison après avoir subi des intimidations, etc. Notre système est souffrant et sa maladie est très grave.

Propos recueillis par Najoua Zouhair

Kaouther Zouari,

Membre du comité de soutien de Ghazi Béji et Jabeur Majeri

Jeunes tunisiens, ou quand expression rime avec prison !

Kaouther Zouari est une jeune citoyenne tunisienne, active au sein du comité de soutien de Ghazi Béji et Jabeur Majeri depuis sa constitution. Ce comité est très actif sur la place publique pour sensibiliser l'opinion sur le cas de Jabeur Majeri, mais aussi pour tenter de faire pression sur la Présidence de la République afin d'obtenir la grâce présidentielle pour ce citoyen dont le seul tort est de s'être exprimé librement. Kaouther Zouari nous livrera son ressenti sur ce combat qui continue et ses perspectives.

❑ Vous êtes membre du comité de soutien de Ghazi Béji, premier réfugié politique après le 14 Janvier et Jabeur Majeri en prison depuis le 5 Mars 2012, pour avoir exprimé ouvertement sa pensée sur les réseaux sociaux. Qu'est ce qui a fait naître en vous cet élan de mobilisation et qui a fait que vous participiez à ce comité?

KZ : Jabeur Mejri a été condamné à 7 ans et demi de prison pour un post Facebook qui n'a pas été apprécié par un autre citoyen ! Ca aurait pu être n'importe quelle personne ayant osé penser différemment ! C'est inacceptable que dans la Tunisie après la révolution il y ait encore des prisonniers

juste pour avoir exprimé une opinion. C'est de notre devoir de défendre nos libertés, acquises de la révolution, arrachées au prix du sang de nos martyrs. Le combat doit continuer pour préserver nos libertés.

❑ Vous êtes un groupe de jeunes réunis essentiellement autour de cette cause: Libérer Jabeur Majeri en prison pour s'être exprimé sur la toile. Quelle est la participation de ce groupe dans la vie publique et politique et qu'espérez vous changer à long terme?

KZ : Nous participons à la vie publique mais pas politique. Nous avons lancé le mouvement 13 mars

(Le 13 mars étant la journée nationale de la liberté d'internet décrétée par Moncef Marzouki en hommage à Zouhair Yahyaoui). Nous organisons le 13 de chaque mois une action pour le soutien de Jabeur Mejri et pour sensibiliser les tunisiens sur l'importance de la liberté pour l'épanouissement personnel et aussi pour réussir la transition démocratique. Nous pointerons du doigt toutes les atteintes à la liberté d'expression et nous relayerons ces cas pour attirer l'attention des citoyens, medias et ONG sur le cas de Jabeur Mejri. Nous travaillons également en collaboration avec la FIDH et Amnesty.

❑ *Croyez-vous que l'exemple que donne la justice tunisienne aujourd'hui de Jabeur Majeri, dissuadera dans le futur les jeunes de parler, de s'exprimer librement, de peur de se retrouver en prison?*

KZ : Je ne crois pas ! Nous avons déjà pris goût aux libertés. Jabeur Mejri est certes le cas le plus grave compte tenu de sa lourde condamnation mais ce n'est pas le seul cas un autre blogueur avait été aussi condamné pour avoir écrit un article sur l'hôpital militaire, ou encore les cas des rappeurs Weld el 15, Klay et le dernier en date Thameur Melki. Les

jeunes gardent en tête que c'est le pouvoir de la liberté d'expression qui a bousculé l'ancien régime. Et comme on dit chez nous : rentrera celui qui est encore en vie !

❑ *Pensez vous qu'aujourd'hui la participation et l'engagement des jeunes dans la vie publique et politique sont satisfaisants au point de garantir, l'application de la loi, l'instauration de la justice et la liberté d'expression et une démocratie totale, ou bien laisse-t-elle à désirer ?*

KZ : Je ne suis pas en mesure de juger les jeunes mais je pense que compte tenu du contexte, nous avons un seul choix: continuer le combat, sensibiliser les jeunes qui le sont moins pour participer à la vie citoyenne. Les activités associatives ne s'inscrivent pas chez nous comme un comportement naturel. Après la révolution et compte tenu des actions menées par la société civile, je crois que beaucoup de jeunes et moins jeunes se sont sentis responsables du futur de la Tunisie. Si chacun met son grain de sable, on peut changer les choses.

Propos recueillis par Najoua Zouhair

Participation des jeunes à la vie publique et politique

Un nouveau regard

Bien que les événements du 14 janvier aient été inscrits sous le «branding» d'une révolution des jeunes, il est aisé de constater que cette jeunesse est loin d'avoir trouvé sa place sur l'échiquier politique de la Tunisie post-révolution.

L'étude de l'Observatoire National de la Jeunesse intitulée «les jeunes et la participation dans la vie publique» montre effectivement un faible taux d'engagement politique des jeunes. Seuls 2,7% des jeunes interrogés par l'observatoire sont adhérents à un parti politique. Pour ce qui est de la société civile, un des champs de l'exercice de la citoyenneté, l'observatoire relève que seulement 6% sont actifs dans ces espaces, dont 29% sont plutôt adhérents à des associations à caractère humanitaire et 27% sont engagés dans des ONG à vocation culturelle.

Le faible niveau d'implication des jeunes dans la vie politique est tout aussi bien révélateur d'une certaine forme de démotivation. La question est d'autant plus cruciale que les jeunes, filles et garçons, constituent une importante niche à la fois électorale mais également un creuset pour développer un nouveau leadership capable de prendre la relève et de porter le pays, plus rapidement, vers de nouveaux horizons.

Quelle démarche adopter pour canaliser un plus fort engagement des jeunes dans la vie publique, de manière générale, et plus particulièrement dans la vie politique. Comment s'assurer d'une mobilisation et d'un engouement volontaire des jeunes pour la vie citoyenne et d'une implication durable et profonde au service de la communauté ?

Quelle perception ont les jeunes de la participation à la vie politique est-elle tout juste limitée au rapport entre les autorités centrales et le citoyen ou est-elle plutôt considérée dans son acception la plus large s'agissant de la gestion des affaires publiques, tant à l'échelle nationale que locale.

Les jeunes doivent-ils adopter une vision et une manière de faire héritée de leurs aînés ou plutôt apporter leur propre intelligence et savoir faire et transférer leur manière de communiquer et de concevoir les choses aux plus anciens ?

Encourager, adapter, adopter ou canaliser la manière avec laquelle les jeunes, filles et garçons, interpellent la vie citoyenne sont autant de questions qu'on pose dans cette enquête qui cherche à faire le point de la participation des jeunes à la vie publique, citoyenne et politique ? Il s'agit aussi de s'in-

terroger sur les nouvelles techniques de communication imaginées, élaborées, construites et mise en œuvre par les jeunes dans leur rapport avec la sphère publique et la vie citoyenne que ce soit dans les villes ou encore à l'intérieur du pays. Dans ces différents espaces a émergé, en douce et dans la discrétion, une nouvelle génération de jeunes activistes de la vie citoyenne disposant de sa propre vision de la politique, qui bien que fondée sur le partage et l'acceptation de l'autre, oppose toutefois une résistance allant jusqu'à l'exclusion lorsqu'il s'agit des adultes.

Faible implication des jeunes en politique

Depuis le 14 janvier 2011, les élections de l'assemblée nationale constituante ont été la seule échéance électorale ayant mobilisé l'ensemble des Tunisiens. Selon les statistiques de l'ISIE, le nombre des inscrits âgés entre 18 à 30 ans a été de 48,6 % pour les jeunes femmes et de 51,40% pour les jeunes hommes, à l'opposé, les adultes de plus de 30 ans ont enregistré de meilleurs taux, particulièrement parmi les hommes.

Répartition par tranche d'âge des inscrits volontaires aux élections de l'ANC¹

Inscrits volontaires	Tranche d'âge				Total
	18-30 ans	31-40 ans	41-70 ans	71-90 ans et plus	
Femmes	134 034 48.60%	98 171 39.33%	241 056 17.85%	29 961 2.21%	503 222 37.27%
Hommes	141 733 51.40%	151 407 60.67%	464 528 34.62%	86 386 6.39%	847 018 62.73%
Total	275 767 20.42%	249 578 218.48%	708 584 52.47%	116 347 8.61%	1350 248

L'analyse de la présence des jeunes lors des dernières élections a montré un faible taux d'implication, particulièrement pour ce qui est des jeunes femmes. Le rapport final de l'ISIE a montré que sur le total des inscrits, seuls 20,42 % sont âgés entre 18-30 ans et 18,48% sont âgés de 30-40 ans.

Pour ce qui est de l'adhésion aux partis politiques, on relève que seuls 22,3% des jeunes interrogés par l'observatoire de la jeunesse se déclarent adhérents à un parti politique dont 26,8% ont un niveau scolaire primaire et secondaire.

1. Rapport final de l'ISIE pour les élections de l'ANC, octobre 2011.

Urgence d'une charte pour la participation citoyenne des jeunes

Participer, contribuer et enrichir sa communauté ne peut se limiter à l'acte de voter ou d'être candidat pour des élections. Bien plus car c'est aussi le droit de disposer de moyens, d'espaces et d'un appui pour pouvoir participer à toutes les activités en rapport avec l'avenir de la cité. C'est aussi être encouragé à s'engager et à exprimer son point de vue et ses attentes au moment où on élabore la stratégie ou le modèle pour le développement de sa communauté.

L'adoption «d'une charte» pour encourager la participation des jeunes à la vie publique et politique semble être une des urgences auxquelles la société tunisienne doit accorder une attention particulière.

Cet instrument, adopté par nombre de pays démocratiques, est un moyen pour s'assurer d'un engagement irréversible en faveur de la participation des jeunes mais aussi une plate-forme et une feuille de route permettant de garantir, à travers une concertation la plus large possible, la mise en œuvre des priorités tout en dressant la listes des moyens nécessaires pour assurer le succès de cette démarche.

L'implication des jeunes dans la vie publique doit certes s'inscrire dans une politique globale de la participation citoyenne. Cette participation doit être toutefois conçue dans le cadre de programmes et d'actions de formation à la participation des jeunes par des actions centrées sur le bénévolat et la défense des intérêts collectifs.

Plusieurs actions doivent être menées en vue de favoriser une meilleure maîtrise du volet information et particulièrement les technologies de l'information et de la communication ainsi que l'accès aux médias.

Une culture de l'initiative doit être aussi encouragée par la création d'organisations de jeunesse mais aussi par la participation à la vie associative, l'intégration de partis politiques ou encore l'organisation d'actions et d'activités dans le cadre des institutions communautaires, les conseils ou forums de jeunes.

Toutes ces initiatives nécessitent l'adoption de politiques volontaires favorisant le sport, les loisirs et la vie associative. Il s'agit aussi d'adopter une stratégie claire en matière d'emploi et de lutte contre le chômage des jeunes. L'approche doit aussi tenir compte de l'impératif d'améliorer la qualité de vie en accordant un intérêt particulier à l'environnement, l'habitat, le transport, la santé, l'éducation et la formation professionnelle. Cette politique doit aussi s'inspirer des principes modernistes en veillant à garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.

MM

Pour ce qui est du niveau d'implication des jeunes dans les activités partisanes, on relève le même taux de participation des jeunes, filles et garçons.

Plusieurs études et enquêtes ont expliqué cette faible présence lors des échéances électorales par une méconnaissance et un manque d'information concernant le processus électoral qui constitue pourtant la concrétisation, la plus simple, de l'engagement politique et citoyen.

Le manque d'information concernant le processus électoral est plus flagrant dans les zones rurales (77%) comparés aux jeunes dans les zones urbaines (70%). Cet écart est aussi vérifiable entre les filles (75%) et les garçons (71%).

«L'avenir de la Tunisie dépend dans une large mesure de l'implication des jeunes en politique. Actuellement nous constatons que la mobilisation des jeunes est plutôt orientée vers le champ et l'action associative qui constitue le meilleur terrain pour la formation politique des jeunes», a relevé M. Mouldi Ben H'mida, responsable de l'association «culture et éducation à la citoyenneté».

La désaffection des jeunes de la politique et leur faible implication lors des processus électoraux peut s'expliquer aussi par le manque de confiance hérité de l'ancien régime et des querelles violentes dont font montre les nouveaux acteurs de la vie politique en Tunisie.

Une présence crescendo des jeunes femmes en politique

La faible présence des jeunes filles en politique demeure toutefois une réalité qui est le reflet d'un contexte global de la participation de la femme en générale à la vie politique.

Une étude réalisée, début 2013, dans les gouvernorats de Tozeur, Gafsa et Kasserine par CAWTAR et l'UNESCO portant sur l'engagement civique des jeunes femmes tunisiennes âgées entre 18 et 35 ans vient confirmer ce constat tout en laissant toutefois transparaitre un brin d'espoir quant à la volonté des jeunes femmes tunisiennes à transgresser les frontières et à s'imposer dans cet espace.

Selon cette étude, les jeunes femmes font face à plusieurs freins qui entravent leur participation à la vie politique et publique de manière générale. L'enquête évoque «la vulnérabilité socioéconomique, la marginalisation géographique, le sentiment de méfiance et d'amertume vis-à-vis des institutions locales » dans la mesure où les citoyens trouvent des difficultés à accéder aux prestations sociales outre une faible compréhension du discours politique diffusé par les médias en raison d'un faible niveau d'instruction.

La sociologue Maryem Ben Salem, relève « une forte aspiration des jeunes femmes à la création d'un climat de confiance et de transparence mutuelles entre les citoyens et les autorités ». A travers une analyse des rapports qu'entretiennent ces jeunes femmes avec la politique, la sociologue a identifié quatre catégories de femmes: celles qui affichent une apathie à l'égard du politique, celles qui refusent de s'intéresser à la politique ; celles qui expriment des inquiétudes à l'égard de l'action politique et celles qui se déclarent engagées dans la politique.

Les paramètres du choix électoral des jeunes femmes sont très divers et n'obéissent pas à des facteurs personnels traduisant une autonomie dans l'expression des opinions politiques. Plusieurs études avaient déjà montré que les femmes, y compris dans les pays européens, restent conditionnées dans leur majorité par les choix politiques exprimés au

sein de la famille, particulièrement ceux du père, du mari ou du frère.

L'appartenance régionale constitue aussi un important déterminant dans les choix électoraux des femmes à hauteur de 49% alors que pour les garçons ce paramètre se situe à 43%.

Cette situation trouve aussi son explication dans le fait que le débat de portée politique se déroule le plus souvent dans les cafés publics. On note que 72% des jeunes privilégient les cafés publics pour discuter de politique. Ces espaces demeurent, y compris dans les grandes villes tunisiennes, des espaces foncièrement masculins où les femmes y sont exclues.

La participation citoyenne et politique de la jeune femme révèle, par ailleurs, une forte volonté d'en-

gagement dans le travail associatif de terrain ou encore pour mener des actions concrètes. La jeune femme se trouve par conséquent limitée la plupart du temps à des tâches d'exécution et accède rarement aux instances décisionnelles.

La participation des jeunes filles s'exprime, aussi, assez souvent à travers les réseaux sociaux où la notion de leadership est presque absente puisqu'il s'agit de communautés virtuelles qui partagent des actions et messages bien déterminés mais qui restent limitées dans le temps.

L'ISIE souligne d'ailleurs «que le taux de participation des femmes se réduit en fonction de l'âge avancé de l'électrice ». Ce fait peut être le reflet d'un changement dans le rapport entre la jeune femme et le monde politique et une évolution du niveau de son implication à la faveur notamment de l'amélio-

Répartition par tranche d'âge des membres De l'Assemblée constituante

	20-30 ans	30-40 ans	plus de 40ans	Total
ANC ²	10	44	163	217

ration de son niveau d'instruction mais aussi son accès au marché de l'emploi.

Au sein de l'assemblée Nationale Constituante, la présence des jeunes filles âgées entre 20 et 30 ans est

plus notable comparé aux jeunes hommes du même âge. Lors des élections du 23 octobre 2011, les jeunes femmes âgées de 19 à 24 ans ne représentaient que 10% des votants. Ce désintéressement et ce manque d'engouement pour la politique a contribué à ap-

2. [WWW. Albawsala. com/marsad](http://WWW.Albawsala.com/marsad).

Taux des jeunes femmes à l'ANC

	20-30 ans	30-40 ans	plus de 40ans	Total
Femmes	8	13	45	65
Hommes	2	31	118	151
Total	10	44	163	217

profondir le fossé entre hommes et femmes et à les tenir loin des instances politiques.

Les jeunes innovateurs en politique

Loin des sentiers battus, les jeunes Tunisiens ont apporté leur graine à l'exercice de la politique. De nouveaux modes d'expression sont apparus depuis la révolution où l'art et la créativité sont les points focaux de toutes expressions politiques. La liberté d'expression s'est accompagnée dans une large mesure par l'expression corporelle puisque danse, musique et poésie s'entremêlent aux slogans, aux discours politiques et aux revendications.

Selon Mohamed Fliti et Mahdi Amri, deux experts en nouvelles formes de communication politique des jeunes, les récentes technologies de communication récentes, notamment les réseaux sociaux,

«sont devenus des lieux stratégiques pour l'expression politique, musicale et citoyenne³».

Les nouvelles technologies de communication et d'information ont joué un véritable rôle de contre-pouvoir, ont-ils indiqué, précisant qu'en Tunisie, «les réseaux sociaux militants ont accompagné et structuré la mobilisation à la fois par leur efficacité dans la diffusion de mots d'ordre et leur capacité à transmettre une information non soumise au contrôle de la censure».

Selon ces experts ces réseaux numériques ont été propices à l'incubation d'une culture commune et à la création de «communautés imaginées»... Elles ont permis aux contestataires de se compter et d'échanger des articles et chansons militantes et ainsi de rompre l'isolement et le mur de la peur. Pendant les manifestations, les jeunes utilisaient SMS, Facebook

3. Fliti Mohamed et Amri Mahdi, «Militantisme citoyen et révolution en Tunisie. Le rôle du rap politique dans la mobilisation», communication présentée à la première rencontre nationale des jeunes chercheurs en études africaines, JCEA, 11-12 janvier 2013, Paris.

et Twitter pour se fixer des points de ralliement et éviter les barrages policiers».

De la même manière, la musique est utilisée par les jeunes comme mode d'expression contestataire. Le rap en particulier a servi de canal pour créer, exprimer et transmettre des messages politiques. «Le rap est devenu une réalité incontournable dans tout le paysage musical tunisien. C'est le rap qui exprime le mieux la colère et le désarroi de la jeunesse» explique M. Fliti qui évoque deux modes d'expression du rap engagé (conscient) celui d'El Général, rappeur symbole de la révolution de jasmin, qui se positionnait contre Ben Ali et se place aujourd'hui plus sur des questions de justice sociale et de lutte contre l'injustice et la corruption et une deuxième manière pour faire du rap underground et festif de Weld el 15 plus radical et plus violent.

Ces nouvelles formes d'expression déclassent clairement les traditionnels modes d'expression ou de marketing politique qui n'exercent, selon les jeunes interrogés, aucun impact sur leurs choix et subissent même un rejet de la part des jeunes.

La plupart des jeunes interrogés confirment l'impact et l'apport des nouvelles technologies de l'information. Toutefois il est clair que les moyens de communication électroniques ne facilitent pas l'intégration des jeunes dans la vie politique proprement dite. Les TIC présentent même un risque d'instrumentalisation politique et médiatique de cette catégorie de la société, qui dispose d'un potentiel électoral assez important, par les partis politiques à travers les campagnes de mobilisation et les campagnes adverses développées sur les réseaux sociaux.

Ces moyens de communication électroniques facilitent aussi la propagation de la rumeur et de la violence verbale, qu'on retrouve de plus en plus

dans les espaces virtuels, et risquent, par la même, de faire dévier la participation politique des jeunes vers l'anarchie et la déconstruction.

Sur un autre plan, la jeunesse tunisienne, créative et innovatrice, a su développer de nouvelles formes d'expression politique et sociale mettant à profit les différentes formes d'arts. La peinture, la sculpture, la poésie... ont connu depuis le 14 janvier de nouvelles formes d'expression qui tout en s'inscrivant dans l'expression artistique prenaient de plus en plus la forme d'une revendication et d'un discours politiques orientés vers les préoccupations sociales et économiques qui demeurent la priorité la plus pressante des jeunes.

Face à cette difficile, mais certaine, montée des jeunes en politique est-il judicieux de revendiquer ou d'essayer de canaliser et d'orienter cette énergie des jeunes. Les initiatives de ce genre risquent d'engendrer une fracture générationnelle encore plus profonde. Les multiples programmes des organismes onusiens ou de culture de la citoyenneté ciblant les jeunes qui ont vu le jour depuis le 14 janvier ont plutôt opté pour la formation et le dialogue. L'objectif de ces programmes est le développement d'une prise de conscience des jeunes pour la vie politique et publique de manière générale. « Nous cherchons à donner aux jeunes tous les outils intellectuels et la confiance en soi pour participer au débat politique en Tunisie. Il s'agit de leur donner un minimum d'information et la maîtrise conceptuelle pour débattre en connaissance de cause et défendre leurs points de vues », explique M. Phinith Chanthalangsy, spécialiste du programme UNESCO-Maghreb pour le programme jeune et politique.

Enquête réalisée par Mouna Mtibaa

Les jeunes tunisiens et la politique :

Le maillon faible de la transition



Seuls 2,7% des jeunes sont membres d'un parti politique, selon une étude réalisée par l'Observatoire National de la Jeunesse

Si les jeunes tunisiens sont «+ou-» actifs au sein de la société civile, ils sont par contre quasi absents dans la sphère politique tunisienne. Alors que tous les observateurs sont unanimes sur le fait que la révolution tunisienne est l'œuvre d'une jeunesse révoltée contre le chômage et l'injustice sociale, la réalité des jeunes tunisiens n'a pas changé d'un iota. Où sont les jeunes ministres dans le gouvernement tunisien ? Quelle place occupe le jeune tunisien dans le paysage politique post-14 janvier ? Rien de rien ! Et le web à travers ses écrits en témoigne. Gros plan.

«Tunisie - Seulement 2% des jeunes impliqués dans la politique et 18% souhaitent le retour de l'ancien régime» (publié le 11 juillet 2013), titre «businessnews.com.tn» dans un article de Nadya B'CHIR qui s'appuie sur des statistiques établies à partir d'une étude élaborée par l'Observatoire National de la Jeunesse. L'auteure précise que «S'inscrire au bureau de l'emploi, avoir son propre projet, participer à la vie associative, prendre part à la vie politique sont autant de sujets essentiels qui touchent la jeunesse dans la Tunisie d'aujourd'hui. Et alors que cette jeunesse devrait être au cœur de l'intérêt général des gouvernants, des opérateurs

économiques et des politiciens, les chiffres présentés dans l'étude intitulée «les jeunes et leur participation dans la vie générale» nous font bien montre du contraire.

La politique : le dernier de leur soucis

Nous apprenons que : «S'agissant de l'implication de la jeunesse tunisienne dans la vie politique, les résultats de l'étude montrent encore une fois une bien triste réalité d'une participation trop maigre : seulement 2,7% des jeunes sont membres d'un parti politique. Ce chiffre illustre clairement le désistement des jeunes à s'adonner à l'activité politique et cela ne signifie cependant pas l'ignorance des jeunes de la scène politique ainsi que de ceux qui la composent. A noter que les cafés publics sont les endroits où on parle le plus de politique chez les jeunes et ce, à raison de 72,3%».

Et l'univers de la société civile ne séduit pas autant la jeune garde tunisien. «Sur le plan du prendre part au travail citoyen, les statistiques sont très faibles de ce côté : seulement 6% des jeunes y participent en dépit des nouvelles circonstances d'après la révolte. Les associations à but non lucratif et humanitaire tiennent la part de lion dans les intérêts des jeunes à ce type d'activité avec 29% suivi par les activités culturelles à hauteur de 27%», souligne Business News dans son analyse.

Par contre nous apprenons dans ce même papier que «Dans le même contexte, la jeunesse tunisienne s'adonne à d'autres activités relevant davantage du domaine général, comme les réseaux sociaux et les cafés publics qui battent un record de choix avec 72%. A contrario des idées reçues, seulement 9,9% des jeunes investissent les mosquées en tant qu'espace de débat et d'échange».

Une déception et un écœurement général

Sur «Al Huffington Post Maghreb» (huffpostmaghreb.com), nous comprenons mieux le désarroi de la jeunesse tunisienne vis-à-vis d'une classe politique de plus en plus vieillissante comme en témoigne l'article «Tunisie : La jeunesse écœurée par «ces vieux» qui dominent la scène politique (avec AFP)» (publié le 07 novembre 2013). L'entame de l'article est très révélatrice : «Ils sont écœurés. De nombreux jeunes Tunisiens qui furent au premier rang des protestations lors de la révolution enragent aujourd'hui de se

voir écartés d'une scène politique qu'ils jugent verrouillée par des vétérans de tous bords, au pouvoir comme dans l'opposition».

«Nos dinosaures n'arrêtent pas depuis la révolution de nous dire que l'avenir politique est pour les jeunes mais en réalité ils n'ont rien fait de concret», témoigne Naïma Charmiti, 32 ans, qui dirige le site d'information arabesque.tn. «Alors que 51% de la



population est âgée de moins de 30 ans», rappelle l'auteur de l'article.

De son côté, Salem Ayari, secrétaire général de l'Union tunisienne des diplômés chômeurs (une association très active sous nos cieux-Ndlr) pense que les jeunes tunisiens sont vus par l'élite tunisienne comme des gens incompetents. «*Ces gens-là ne croient pas qu'une génération jeune peut prendre la relève*», dit-il, «*la même mentalité régnait sous l'ancien régime de Ben Ali qui excluait les jeunes de la vie politique*».

«*Après l'hyper-enthousiasme de la révolution il y a l'hyper-déception, c'est vrai. Ce serait une énorme erreur de les négliger, mais il y a un manque de capacité à les attirer. Il y a une méfiance des jeunes pour l'institutionnel dans toutes les sociétés, et les partis, c'est l'institutionnel*», fait observer dans ce même article Selim Ben Abdessalem, 43 ans, député Nida Tounes.

ANC : 49 ans, la moyenne d'âge pour environ 150 députés sur un total 217 élus

Toujours dans le répertoire de la déception juvénile, nous pouvons aussi lire sur huffpostmaghreb.com, un article intitulé «*Les jeunes et la politique en Tunisie: entre espoir et déception*» (publié le 27 juin 2013 par Sarah Ben Hmadi), l'auteur nous résume en quelques chiffres la moyenne d'âge dans des institutions comme l'ANC et l'ISIE : «*En Tunisie, plus de 50% de la population tunisienne a moins de 30 ans. Mais cette jeunesse ne se retrouve pas vraiment dans ceux qui la dirigent. A l'assemblée constituante, présidée par Mustapha Ben Jaâfer, 72 ans, "la moyenne d'âge pour environ 150 élus (sur un total de 217 élus, ndlr) dont on a obtenu la date de naissance avoisine les 49 ans!" affirme Selim Kharrat. La loi relative à l'Instance supérieure indépendante pour les élections*

(ISIE) stipule que l'âge minimum pour y siéger est de 35 ans. Une décision perçue par beaucoup comme une "discrimination" à l'égard des jeunes». Tout est dit !

Enfin, le site «tekiano.com» a parlé dans sa livraison du 09 octobre 2013 du forum régional intitulé «*Youth Exchange Forum : Challenges for the new generation in the context of legitimacy crisis*» organisé par la Fondation pour le futur et qui s'est déroulé du 09 au 11 octobre 2013 à Dar Sébastien (Hammamet). «*L'objectif de cette rencontre était donc de rassembler des jeunes aux opinions et origines différentes, qui seront menés à échanger leurs points de vue et leurs expériences en matière d'engagement politique. Dans ce sens, une jeunesse divisée dans son propre pays, sera amenée à écouter les opinions adverses, et à chercher ce qui rassemble plutôt que ce qui divise*».

Ces trois journées d'échange donneront des outils et des recommandations concrètes permettant de renforcer de manière effective la participation des jeunes dans les prises de décision», nous informe l'article qui s'est appuyé sur un communiqué de presse.

L'université : champ de bataille entre la gauche et la droite

Et qui dit politique et jeunesse, dit regain de la ferveur politique au sein de l'université tunisienne comme en témoigne ces dernières semaines la tension entre le syndicat de gauche «l'UGET» (Union générale des étudiants tunisiens) et le syndicat islamiste «l'UGTE» (Union générale tunisienne des étudiants). Le site «tunisie14.tn» mentionne dans un article intitulé «*Altercations entre étudiants de l'UGET et de l'UGTE à La Manouba*». «*accrochage entre étudiants se sont produits, ce mardi, 29 octobre 2013, à l'Institut de Presse et des Sciences de l'Information (La Manouba), après qu'un membre*

de l'UGTE ait collé une affiche appelant à la reprise des cours dans les universités, où une grève générale est observée à l'appel de l'UGET». De même sur le site «magharebia.com» un article de Yasmine Najjar publié le 15 octobre 2013, intitulé «**Les étudiants tunisiens fatigués de la crise politique**». Rappelle que Marouen Ben Ali (maîtrise d'économie) pense que «*le système de l'enseignement est en train de vivre de profonds changements, le plus important d'entre eux étant «l'entrée de la politique à l'université»*. Il renchérit : «*Je pense que c'est positif, en particulier parce que j'ai vécu sous le régime de Ben Ali, lorsque les étudiants étaient complètement exclus des affaires publiques. Cette situation qui a eu des répercussions négatives sur leur formation et leur culture*», ajoute-t-il. «*Aujourd'hui, nous voyons une grande diversité d'idéologies et de tendances politiques dans les facultés*».

Jid-tunisie.org : une initiative à encourager

Et, sur le blog «**Journal-is-me**», nous faisons la découverte d'un collectif dénommé «Jeunes démocrates indépendants» à travers l'article «**La politique politicienne à la portée des jeunes**».

«Le projet du collectif est né d'un sentiment d'incompréhension et de désinformation manifeste, partagé par toute la jeunesse tunisienne en ce début 2011 riche en émotions. Nous avons remarqué que la plupart des 18-30 ans manifestaient soudainement un grand intérêt à l'égard de la politique du pays, mais que le désintérêt politique et le très gros manque de fiabilité des médias auxquels la censure du régime dictatorial nous avait habitué fait que les connaissances nécessaires à la compréhension de l'information, souvent critiquable, ne sont pas toujours acquises. En d'autres termes, c'est sur une jeunesse perdue dans un labyrinthe politique devenant

chaque jour plus sinueux que la Révolution a levé le rideau», nous informe la rubrique «Qui sommes-nous» de leur site officiel «jid-tunisie.org».

Parallèlement, Myriam Ben Slimane, membre du comité de rédaction et chroniqueuse dans ce média associatif, énumère les objectifs tracés par les membres de ce collectif «*Primo, notre objectif est d'informer la jeunesse tunisienne sur ce qui se passe dans notre pays, que ce soit au niveau politique et/ou socioéconomique. Secundo, contribuer à leur éducation politique en leur fournissant un produit journalistique bilingue (arabe et français) et bien synthétisé tournant autour de différents concepts (droits de l'Homme, liberté d'expression, régimes politiques, démocratie, laïcité, citoyenneté, les partis politiques et leurs mouvances...).* Tertio, sensibiliser les jeunes aux enjeux de cette révolution, le rôle qu'ils peuvent jouer sur la scène politique et surtout les encourager à découvrir et à s'intéresser davantage à la vie politique de leur pays».

Enfin, on ne peut passer sans parler du mouvement «Takriz» (qui signifie «colère», en arabe), très présent sur le web et dans la rue. Takriz est en effet l'une des nombreuses associations où les jeunes expriment leur volonté de changement. C'est le même cas avec le parti pirate tunisien (partipirate.tn) dont l'une de ses figures de proue n'est autre que le célèbre cyber-activiste et blogueur Slim 404 alias Slim Amamou (ancien secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports dans le gouvernement Mohamed Ghannouchi I-Ndlr).

Assurément, entre espoirs et désespoirs, il y a encore du pain sur la planche en matière d'intégration de la gent juvénile dans le monde de la politique. Pour ce qui est de la société civile, la situation reste perfectible !

Abdel Aziz HALI



Association Tunisienne de Gestion et de Stabilité Sociale

Une approche novatrice de l'Art et de la Création

L'association Méditerranéenne d'Arts & Culture, est un nouvel espace de la société civile qui se propose comme une aire de liberté et de création, tout autant pour les hommes que pour les femmes, particulièrement parmi les jeunes.



Créée au début de l'année 2012 (23/04/2012), cette association défend le slogan «Ensemble plus fort, plus haut, plus loin». Ses objectifs consistent essentiellement à œuvrer en vue de transmettre la passion des Arts et de la culture et de proposer au plus grand nombre un contact avec l'univers créatif en défendant une culture populaire ouverte à tous afin que toute personne soit acteur de sa propre culture et de son propre art.

Cette jeune association se propose, aussi, comme un espace et un vecteur de circulation entre la pratique artistique, les œuvres et les artistes. Elle vise à développer, encourager et promouvoir des activi-

tés artistiques et culturelles à travers l'organisation d'ateliers, séminaires, échanges culturels et artistiques, de panels de discussion, voyages, festivals ou symposium.

Cette association, qui cherche à apporter une nouvelle vision et une nouvelle réponse aux préoccupations des jeunes par l'innovation, la création et la créativité, s'active pour promouvoir la culture et les arts de toutes sortes (dessin, peinture, sculpture, histoire de l'art, théâtre, poésie ...).

Des actions sont aussi menées pour soutenir la formation des jeunes et pour les préparer à la vie professionnelle, les aider à trouver un cadre de connaissance, de dialogue et d'échange d'idées,



de compétences et d'expériences entre les jeunes qu'ils soient en Tunisie, dans le monde arabe ou à l'échelle internationale.

La jeune association s'est fixée comme objectif de développer les moyens de communication à travers la publication de bulletins d'information pour informer sur ses activités et publier des comptes rendus des actions, des activités sociales et environnementales qu'elle organise dans le but de créer un cadre agréable favorisant le contact, l'échange d'idées et la concertation entre les jeunes en Tunisie et à l'étranger.

Fortement tournée vers l'autre, l'Association Méditerranéenne d'Arts et Culture s'est dotée d'une plate-forme éthique et des principes fondateurs.

Dans son premier article le code éthique de l'association revendique que les structures et institutions culturelles soient «des outils de développement social, culturel, personnel et collectif, intellectuel et

sensible» et devraient être, par conséquent, accessibles à tous, sans discrimination.

Les fondateurs de cette association se sont aussi posés comme priorité la pérennisation du débat concernant l'intégration des principes de la diversité culturelle tout en s'interrogeant en permanence sur les questions de légitimité culturelle et les notions de cultures d'élites/cultures populaires, savoirs populaires/savoirs savants, démocratie culturelle/démocratisation...dans le but de lutter contre les exclusions et contre toute forme de disqualification culturelle.

Pour réussir ce défi, les fondateurs de cette association se sont fixés pour mission de diffuser largement les œuvres créées et de partir à la rencontre des publics, de construire des projets dans une démarche de partenariat pour s'associer à des structures dans les quartiers. Il s'agit aussi de renforcer la présence des artistes professionnels sur les territoires par des actions de médiation culturelle innovantes.

Le réseau WOM'in

Un coup de pouce à chaque porteuse de projet



Rim Ben Youssef est une jeune entrepreneuse franco-tunisienne. Née le 27 décembre 1984 à Montpellier (France) et titulaire d'un MBA (Master of business administration) et d'un master en «Marketing et Management appliqué», spécialité «communication et développement commercial» certifié niveau I de l'école de Commerce et de Management «IDRAC» de LYON ainsi que d'un diplôme (Bachelor) en «Global Business management» de l'«University of California Riverside», elle a toujours

rêvé de lancer sa propre agence de communication dans son pays d'origine. Après avoir roulé sa bosse pour 2 agences de communication à Lyon et à Paris, deux expériences qui lui ont permis de collaborer avec les plus grandes marques : D&G, L'Oréal, Microsoft, Acer,... entre autres, elle décide en 2010 de s'installer définitivement en Tunisie pour lancer sa propre boîte de COM : «l'agence ID-communication» (www.idcommunication.biz). Entre ces ambitions et les difficultés rencontrées par les entreprises naissantes dans la Tunisie post-révolution, Rim a fini par esquiver les entraves et dessiner sa propre «succes story». Ainsi, à travers le lancement du réseau WOM'in (Women Initiators Networks), cette jeune entrepreneuse a décidé de mettre sa petite expérience au profit de ceux qui font face à des obstacles dans leurs débuts entrepreneuriales. Interview...

❑ Qu'est-ce que le WOM'in ?

Durant mon parcours d'entrepreneuse, j'ai rencontré des femmes qui m'ont aidé, conseillé, guidé. Grâce à ces coups de pouces très souvent décisifs pour mon évolution et celle de mon entreprise de

manière générale, j'ai décidé de créer un réseau concret permettant à chacune de bénéficier de l'aide de pairs car *c'est en s'unissant qu'on évolue*. Ainsi, le «Women Initiators Network» (WOM'in) est le réseau des femmes qui ont pris leur courage à deux

mains pour initier : une entreprise, un projet artistique, une association ou autre. L'objectif est de *créer un réseau d'entraide professionnel tunisien* afin de donner de la force à chaque projet initié.

❑ *Pourquoi le WOM'in ?*

Cette communauté permettra de donner à des femmes qui à un moment ou à un autre de leur parcours se retrouvent seules isolées face à leur projet ou à leur envie de se lancer sans trouver des réponses concrètes à leurs besoins.

❑ *Quel est l'intérêt d'un tel réseau ?*

Au travers de la création de cette communauté, en organisant des séminaires et des rencontres, nous pourrions bénéficier de l'expertise des unes et des autres, on peut générer un réseau d'affaires permettant à chaque membre de se développer grâce aux autres.

❑ *Comment s'organise le WOM'in ?*

Le WOM'in c'est un blog, une page ou un groupe Facebook. Ce sont aussi des soirées, afterworks (rencontres après les heures de travail) et des séminaires/conférences donnés par des coachs, ou autres speakers tunisiens ou internationaux. Les soirées et afterworks (une soirée afterwork par mois) permettront aux membres virtuels de se rencontrer, d'échanger et pourquoi pas d'initier des affaires.

❑ *Vous parlez de Blog, groupe Facebook, conférences et séminaires ?*

Sur le web des articles, des conseils, des questions-réponses, des portraits seront réalisés. Les personnes les plus actives sur la page facebook seront intégrées au groupe afin de pouvoir échanger et de poser des questions ou d'échanger des expériences. Sur Facebook: [facebook.com/Womin.network](https://www.facebook.com/Womin.network).

Pour ce qui est des conférences/séminaires, ces derniers permettront à nos membres d'apprendre, d'évoluer et de bénéficier des conseils de coachs et d'experts. Le planning sera : une conférence par

mois et des questions/réponses, informations sur la page Facebook tout au long de la semaine.

❑ *Quels engagements doivent respecter les membres du réseau ?*

Tout membre du réseau s'engage à s'impliquer pour donner de l'ampleur au réseau, *partager* : des expériences, des bons plans, car on est là pour prendre et pour donner en retour, *offrir des informations qualitatives, ne pas dévaloriser les projets*. On a tous une idée, et aucune n'est mauvaise ou ridicule, ce réseau est fait pour accompagner toute porteuse de projet et surtout *privilégier les sociétés/projets des «WOM'in»* s'ils correspondent à nos besoins. Le WOM'in a été créé pour donner un coup de pouce à chaque porteuse de projet. Il s'agit d'un réseau d'entraide. Chaque WOM'in doit au préalable avoir sa propre idée et doit avoir commencé à avancer sur son projet. Les WOM'in prennent les conseils, les astuces,... et les appliquent de leur côté. Le réseau n'a pas été créé pour que certaines personnes réalisent les idées, projets des autres.

❑ *Qui sont vos partenaires ?*

Nous sommes à la recherche de partenaires et de sponsors pour la réservation des salles pour les séminaires et les conférences, l'impression des supports de communication, la prise en charge et le financement des invités venus de l'étranger ainsi que pour les Goodies. J'ose espérer que des institutions à l'instar du Credif puissent nous venir en aide surtout avec l'expérience qu'ils ont.

❑ *Et quels sont vos plans dans le futur ?*

On ambitionne d'organiser un WOM'in day: une journée aux allures d'un forum où les WOM'in venus de partout dans le monde présenteront leurs produits/services (un salon des femmes entrepreneuses) et le soir, nous organiserons, les WOM'in awards qui clôtureraient la journée en offrant des prix à des WOM'in qui se sont démarquées.

Entretien réalisé par Abdel Aziz HALI



ASMA AIDI,

La Tunisienne citoyenne du Monde

***E**lle ne dirait pas «une femme tunisienne qui a réussi à l'étranger» mais plutôt «femme tunisienne et citoyenne du monde». Femme tunisienne tout d'abord, car elle est née et a étudié en Tunisie. Bien que vivant à l'étranger depuis de nombreuses années, elle est restée toujours très proche de la Tunisie. «Tous mes proches et de nombreux amis y vivent» a-t-elle affirmant que très souvent elle vient en visite en Tunisie».*

Citoyenne du monde également. "J'ai eu la chance de beaucoup voyager dans de très nombreux pays à travers le monde, et de séjourner et travailler dans plusieurs d'entre eux : la France, Singapour pendant 6 ans, l'Inde pendant 3 ans, l'Angleterre pendant 8 ans, Cela m'a permis d'être au contact de cultures différentes, de gens de tous horizons, de vivre des expériences très enrichissantes. Tous ces échanges vous transforment forcément, et vous ouvrent sur le monde".

Née en Tunisie dans la Médina, elle est la plus jeune d'une fratrie de 6 enfants. Après des études secondaires au Lycée de la rue de Marseille, et à El Omrane et des études de maths et Physiques, elle obtient un diplôme d'ingénieur en Informatique de la faculté des Sciences de Tunis complété par un DEA à Paris.

Asma a ensuite entamé une carrière d'ingénieur à l'international au sein de grands groupes Français et a évolué vers des responsabilités de direction générale de plus en plus importantes en France en Asie du sud-Est, en Angleterre et en Inde où elle a dirigé des équipes de plusieurs milliers d'ingénieurs.

Une femme de terrain qui aime entreprendre, elle a appris à être à l'écoute des organisations et des individus, et à nouer des relations durables et de confiance avec les clients, les collaborateurs et les partenaires professionnels.

Concernant les prix et distinctions, Asma Aidi a été sélectionnée parmi 300 candidates pour le prix «La Tribune Women's Awards» dans la catégorie Pays émergents. Ce prix vient valoriser les parcours de femmes d'exception, où la performance et l'innovation sont les fondements de la réussite.

Un grand jury avait sélectionné 15 nominées, 3 pour chacune des 5 catégories : Finance, Green Business, Technos & Medias, Industrie du Luxe et Pays Emergents.

«J'ai été très heureuse et honorée de l'écho qu'a eu cette distinction en Tunisie. Et je serai ravie si cela pouvait, même très modestement, aider et inciter des jeunes filles tunisiennes à entreprendre et à avoir de l'ambition», explique Asma.

Elle a eu d'autres distinctions dans le cadre de ses activités professionnelles en Inde, portant sur outsourcing mis en place par la société, ainsi que

l'action sociale menée par l'entreprise auprès de jeunes filles indiennes des milieux défavorisés.

Vie professionnelle et vie privée

“Tout est une question d'organisation et de priorités. Il faut consentir certains efforts et accepter quelques sacrifices” dit-elle.

Mme. Aidi s'est toujours attachée à trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, pour pouvoir s'impliquer totalement dans les deux. Cela nécessite une certaine cohésion familiale et une bonne entente dans le couple. “Concilier vie professionnelle et privée se décide en famille. Avec mon mari, nous nous entraïdons et nous avons très tôt expliqué nos contraintes à nos enfants afin qu'ils ne les vivent pas comme une privation. Le temps accordé à la famille, même restreint, est de qualité. Les enfants ont accepté nos voyages dès leur plus jeune âge mais nous avons toujours gardé comme repère le foyer, que ce soit à Paris, à Singapour ou à Londres” explique-t-elle.

S'adressant aux jeunes Tunisiennes : «Toujours, et en toutes circonstances, soyez ambitieuses, considérez-vous comme citoyennes à part entière, avec un rôle important à jouer sur tous les plans, privé comme professionnel». N'acceptez pas de schéma pré établi, n'acceptez pas d'être reléguées au second plan, n'acceptez pas d'être «le complément» de l'homme au sein de la famille ou au sein de la société comme certains le voudraient», dit elle. Dans votre vie professionnelle, soyez pro, exigeantes et perspicaces, vous ne serez pas toujours aidées, il faut se battre et ne jamais perdre confiance en soi, conseille Mme Aidi. En tant que femme, il faut avoir le courage d'accepter des missions difficiles, il faut y aller. Réconfort et «retour sur investissement» sont souvent au bout de l'effort.

Asma Aidi : la femme, l'épouse et la mère

Sur le plan professionnel, en tant que femme, quand elle travaille, elle s'adresse aux hommes et aux femmes en tant que professionnels.

Dans sa vie privée, elle attache toujours beaucoup d'importance à la cohésion familiale et veille à ce que les enfants ne pâtissent pas de ses contraintes professionnelles. Avec son mari, ils ont toujours fait en sorte d'organiser leurs déplacements de manière que les enfants et la vie de famille n'en souffrent pas.

Ceci dit, je suis comme toutes les mères, je tremble pour mes fils et ma famille. Mon mari me taquine souvent la dessus, en me disant que je suis une véritable «Mère méditerranéenne» !

Loin de regretter un parcours professionnel tranquille, d'avoir osé entreprendre et saisir les opportunités, Asma Aidi est fière d'avoir pu voyager et connaître des expériences professionnelles variées à l'étranger, d'avoir rencontré et travaillé avec des personnes d'origines et de cultures très diverses. Et elle est contente d'avoir pu le faire sans jamais sacrifier sa vie de famille et de couple. «Je suis très fière également d'avoir pu offrir à mes enfants une éducation et une scolarité «internationale», en France, à Singapour et en Angleterre, une éducation ouverte sur le monde, en espérant que cela les aidera dans la vie».

A propos de la Tunisie

Asma Aidi se dit «très inquiète de la tournure que prennent les événements depuis la révolution. La Tunisie dispose un potentiel humain important, mais la mise en œuvre du processus démocratique est difficile, et il faut vraiment être très vigilant pour ne pas subir une régression. L'insécurité qui s'est installée est préoccupante et ne doit pas être banalisée. Les acquis de la société civile tunisienne, et de la femme tunisienne en particulier doivent être protégés et renforcés. «Il nous faudra nous battre la dessus», dit-elle.

Au mois d'octobre dernier elle était en Tunisie où elle revient régulièrement, même pour de courts séjours, voir la famille et les amis mais aussi pour des raisons professionnelles. «Bien que vivant à l'étranger depuis 30 ans, le lien avec la Tunisie demeure très fort, et j'y reviens aussi souvent que possible pour me ressourcer» dit-elle.

Chayma Zenaidi

Participation et citoyenneté chez les jeunes en Tunisie

Sélim Ben Abdallah Sociologue
Enseignant-chercheur

Aujourd'hui, la question de la participation et de la citoyenneté chez les jeunes suscite un intérêt croissant dans les sociétés contemporaines. Les voix défendant la bonne gouvernance insistent sur la nécessité d'impliquer les groupes de jeunes, des deux sexes, dans la prise de décision et d'oeuvrer pour développer leur autonomisation. Toutefois, la jeunesse semble connaître une véritable crise de citoyenneté¹. En effet, les jeunes, notamment de sexe féminin, seraient peu présents dans la vie publique sans rompre complètement avec leurs attitudes contestataires. Partout dans le monde, ils s'intéresseraient de moins en moins à la politique, même si divers événements révèlent le rôle important joué par cette population dans la défense de certaines causes.

Dans la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les jeunes ont occupé une place d'avant-garde sur la scène publique au cours du «printemps arabe»². Désormais, les jeunes dans cette région du monde sont considérés comme des moteurs des révolutions, même si pendant longtemps cette population a été considérée comme passive et dépolitisée. À travers leur engagement, les jeunes ont manifesté leur refus du totalitarisme et leur aspiration à la démocratie. Néanmoins, cette évolution semble

connaître divers obstacles en raison de la régression de l'importance des idéologies, de la dévalorisation de la politique, du manque de confiance dans les politiques, du manque de rajeunissement des classes politiques, des difficultés des politiques à être à l'écoute des jeunes, de la précarisation des conditions juvéniles, de la montée du fondamentalisme... Pourtant, impliquer les jeunes dans l'identification, la mise en oeuvre et l'évaluation des politiques et des programmes favorise la construction d'un pré-

1. BRECHON Pierre, « Moins politisés, mais plus protestataires », GALLAND Olivier, ROUDET Bernard, *Les valeurs des jeunes, Tendances en France depuis 20 ans*, Paris, L'Harmattan, 2001, 239, p. 62.

2. Il s'agit des manifestations populaires qui ont touché plusieurs pays de la région, dont la Tunisie et la Libye au Maghreb.

sent et d'un avenir qui tient compte des besoins et des attentes de chacun. La question de la participation chez les jeunes dans différentes sphères continue à interpeller, en dépit des jugements qui remettent parfois en question les potentialités et les capacités de cette population.

1. Participation au sein de la famille

Les Tunisiens restent attachés à la famille, en dépit des transformations profondes qui ne cessent de la traverser. Cet attachement à la famille ne doit pas cacher les stratégies sélectives adoptées aussi bien par les parents que par les enfants, dans plusieurs cas, pour éviter d'échanger autour de certains sujets comme la vie affective, la sexualité, la religion... En effet, nombre de familles tunisiennes vivraient un conflit intergénérationnel latent et sournois qui ne se manifeste pas ouvertement mais qui, au contraire, s'exprime par le développement de stratégies d'évitement par respect à certaines normes sociales dominantes. Cette situation entraînerait une défaillance en matière d'accompagnement parental envers les enfants susceptible d'engendrer le renforcement de la vulnérabilité de leur progéniture (émigration clandestine, sexualité non protégée, appartenance à des mouvements fondamentalistes, terrorismes...). Le manque de parole entre parents et enfants entraverait le développement d'un climat de confiance entre les générations et la participation des différents membres de la famille dans la gestion des affaires qui les concernent.

Par ailleurs, les mécanismes de socialisation, mis en place, ne s'adressent pas aux filles et aux garçons de la même façon : ils privilégient souvent les garçons par rapport aux filles. Les filles feraient plus l'objet d'une surveillance et d'une protection sociales de la part de la famille. Le contrôle social exercé sur les filles les orienterait vers une sociabilité familiale ce qui les empêcherait de bénéficier des opportunités offertes par la sociabilité extra-familiale, contrairement aux garçons qui disposent d'une marge de manoeuvre plus importante pour développer des liens sociaux diversifiés susceptibles de les appuyer dans l'occupation de l'espace public et le développement de la citoyenneté. «La vie sociale [de la femme] est moins riche que celle de l'homme, même si cette réalité varie avec l'âge, le niveau d'éducation, l'appartenance socioculturelle et l'activité»³.

En Tunisie, la famille n'encourageait pas toujours ses enfants à adhérer à la vie associative et politique. La famille semble accorder plus de valeur au cursus scolaire des enfants qu'aux activités extrascolaires, dans certains cas, par crainte de l'engagement politique de ces derniers.

2. Participation au sein de l'école

En Tunisie, la participation et l'exercice de la citoyenneté ont du mal à se développer chez les jeunes même si le niveau d'instruction de cette population ne cesse de s'améliorer. En effet, l'accès aux études ne favoriserait pas la politisation des jeunes,

3. GAFSI Henda, *Femmes et ville, Tunis, CREDIF, 2000, p. 60.*

notamment celle des filles. Pourtant, dans l'histoire de la Tunisie, l'école a joué un rôle important, pendant plusieurs décennies, dans la politisation des jeunes et la formation des classes politiques.

L'école en Tunisie serait, depuis l'indépendance, une institution qui a peu oeuvré dans l'initiation des enfants et des jeunes à la prise de décision et à la gestion de la vie scolaire et universitaire en dépit des efforts déployés pour la transmission du sens civique et des fondements de la citoyenneté. L'enseignement proposé demeure théorique et abstrait : il est souvent perçu par les jeunes comme déconnecté de la réalité.

D'après le rapport du développement de la femme arabe sur l'adolescente arabe, le système éducatif dans le monde arabe n'a pas accordé l'intérêt suffisant à la question des rapports des élèves aux enseignants et à l'administration⁴. Ce rapport ajoute aussi que les concernés ne s'intéressent pas suffisamment à la question du dialogue dans la gestion des conflits au sein de l'école, ni à la mise en place de mécanismes de participation des élèves à la gestion de la vie scolaire.

En Tunisie, d'après l'enquête nationale sur la santé des adolescents scolarisés, les problèmes les plus récurrents que vivent les adolescents, concernent, selon 24,5% des interrogés, leur relation avec l'administration et les enseignants ; ce qui montre que le dialogue au sein des établissements scolaires

avec les élèves rencontre certaines difficultés. Cette situation est exprimée beaucoup plus par les garçons (39,3%) que les filles (12,9%)⁵.

3. Participation au sein de la sphère publique

Dans le champ politique, la participation englobe la majorité des pratiques permises par le fonctionnement démocratique. D'une manière générale, il est fait référence aux actions électorales et aux organisations politiques, syndicales et associatives auxquelles le citoyen est invité à participer.

Les difficultés des jeunes à accéder aux ressources, leur autonomisation peu développée et l'absence de traditions de l'exercice de la citoyenneté chez les jeunes, le manque d'expérience des maîtres d'oeuvre des politiques et des programmes dans l'accompagnement des jeunes en matière d'accès à la citoyenneté, le sexisme, la domination des aînés... entraveraient l'apparition de formes de participation «formelles» chez les adultes de demain des deux sexes.

De même, les jeunes auraient encore du mal à saisir le rôle important des organisations à la base de la défense des intérêts collectifs. Pourtant, le développement des capacités de structuration des organisations juvéniles contribue à donner aux jeunes des outils pour jouer un rôle plus important dans le développement de leur environnement.

4. Centre de la Femme Arabe pour la Formation et la Recherche, *L'adolescente arabe, Réalités et perspectives, Tunis, CAWTAR, 2003, p. 26 (en arabe).*

5. DMSU, *Enquête nationale sur la santé des adolescents scolarisés, Tunis, DMSU, 2004, p. 170.*

Beaucoup de jeunes tunisiens préfèrent s'investir dans des affinités «apolitiques» aussi bien dans le monde réel que dans celui virtuel. Cette attitude révèle non seulement le malaise de certains jeunes à l'égard de la question de la participation mais aussi leur manque de conviction dans la politique comme moyen d'infléchir les orientations, les choix, les décisions...

Rapports intergénérationnels dans la sphère publique

En Tunisie, les jeunes continuent à faire l'objet de politiques, de programmes, de mesures, d'actions... qui semblent inadéquats, dans plusieurs cas, à leurs attentes et à leurs aspirations. Ceci accentuerait les fossés intergénérationnels, entre les gouvernants, minorité vieillissante, et les gouvernés, majorité de jeunes.

Aujourd'hui, la durée de vie de la carrière des politiques s'allonge et les distances qui les séparent des jeunes se creusent. Certains aînés, notamment ceux qui sont âgés et installés depuis longtemps dans des postes de décision, semblent trouver leur compte dans l'absence d'une revendication juvénile à partager le pouvoir de prise de décision. Écarter les jeunes de la direction des organisations gouvernementales et non gouvernementales arrangerait les intérêts des décideurs actuels au détriment de la construction d'un présent et d'un avenir garantissant plus l'implication des administrés, des contri-

buables, des citoyens... dans les choix, les décisions, les orientations... qui concernent leur vie quotidienne aussi bien d'aujourd'hui que celle de demain à l'échelle nationale, régionale ainsi que locale.

D'après un rapport de la Ligue des États Arabes, les jeunes sont quasi ou complètement absents des conseils élus dans les pays arabes⁶. En effet, la discrimination basée sur l'âge dans le monde arabe, aussi bien au Maghreb qu'au Machrek, ne favorise pas l'ouverture des lieux d'apprentissage de la vie en société sur les populations juvéniles malgré leur poids démographique important. C'est pourquoi, nombre de jeunes tunisiens s'orienteraient vers des structures moins formelles comme la famille nucléaire, la famille large, le quartier, la bande d'amis, les réseaux sociaux sur internet... où ils se sentiraient plus en sécurité. Ainsi, les jeunes tunisiens seraient peu préparés à assumer leur rôle dans la gestion des affaires de la Cité.

Présence des jeunes dans les structures de la société civile

Si les jeunes en Tunisie accordent peu d'attention à la politique, notamment à celle pratiquée dans le cadre des structures de la société civile, et expriment de plus en plus une indifférence à l'égard de la vie publique, c'est qu'ils semblent avoir peu confiance dans les institutions formelles. Ce manque de confiance serait partagé dans plusieurs pays dans la mesure où les jeunes se sentent délaissés,

6. Ligue des États Arabes, *Préoccupations des jeunes arabes, Rapport annuel de 2005*, Le Caire, Ligue des États Arabes, 2005, p. 52..

surtout en ce qui concerne l'intégration dans la vie active. L'adhésion aux structures de la société civile ne semble pas permettre à ces jeunes une meilleure installation dans leur vie d'adulte.

En Tunisie, l'adhésion des jeunes tunisiens dans les structures associatives, politiques et syndicales demeure faible⁷. L'absence de stratégie de communication, de mobilisation et d'encadrement de la part de ces structures explique, entre autres, cet état de fait.

Selon l'enquête nationale sur les jeunes non scolarisés et les comportements à risque en Tunisie, seul 4,2% des interrogés rapporte appartenir à une des structures de la société civile, au moment de la passation du questionnaire, contre 95,8% d'entre eux qui déclare ne pas avoir d'activité dans ces structures⁸. Pour certaines analyses, la vulnérabilité de la condition des jeunes d'aujourd'hui réduit leur attention aux sujets politiques pour orienter leurs efforts vers l'installation dans la vie par la recherche, par exemple, d'un emploi⁹.

D'après l'enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de

la transition démocratique en Tunisie, 6% des jeunes interrogés seraient des membres actifs ou des responsables associatifs¹⁰. Il ressort également de cette enquête que seul 5,5% des jeunes interrogés sont des militants actifs ou des responsables au sein d'un parti politique.

La montée du fondamentalisme

Partout dans le monde, la vulnérabilité et le malaise identitaire connus par certains jeunes, pourraient être récupérés par des mouvements attirés par l'exercice du pouvoir dans ses différentes facettes. Proposer l'adhésion à une vie collective et la réalisation d'un projet commun attirerait des jeunes à la recherche de leur identité. En effet, aussi bien dans les pays du Nord que ceux du Sud, des mouvements extrémistes et des sectes profitent souvent de cette situation pour mobiliser des jeunes autour de divers projets afin d'atteindre des buts, tels qu'imposer une vision du monde, un style de vie.

En Tunisie, des mouvements fondamentalistes, avec leurs différentes fractions, continuent à séduire nombre de jeunes. Les jeunes déshérités sans emploi prêts à adhérer aux mouvements fondamenta-

7. Le taux de participation des jeunes (18-29 ans) dans les associations est de 91% en Suède, de 44% en Italie et de 37% en France. BRECHON, 2005, ROUDET, TCHERINA, 2005, cité par BEQUET Valérie, « Participation des jeunes, Regard sur six pays », *Agora, Débats/jeunesse*, 42, 2007, p. 25.

8. BEN ABDALLAH Sénim, *Enquête nationale sur les jeunes 15-24 ans non scolarisés et les comportements à risque, Tunis, ATL MST/SIDA – section de Tunis, ONFP, GFATM, UNFPA, ONUSIDA*, 2009, p. 86.

9. « La restructuration du monde de travail, en imposant des exigences de performance et d'adaptation aux diverses formes de flexibilité de l'emploi, pourrait ne plus laisser beaucoup de temps aux jeunes pour des engagements autres que professionnels ou de formation et de perfectionnement ». GAUTHIER Madeleine, « Les nouvelles formes de participation des jeunes à la société », *Observatoire jeunes et société*, <http://obs-jeunes.inrs-culture.ca/publications/sommet/Gauth-Som2.htm>, 2002, p. 1.

10. PNUD, *Enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique en Tunisie, Rapport de synthèse, Tunis*, 2013, p. 29.

listes constituent un réservoir de frustration et de mécontentement gigantesque. Les mouvements fondamentalistes continuent à profiter des difficultés politiques et socioéconomiques connues par la Tunisie, depuis le 14 janvier 2011, pour mobiliser les jeunes.

Les auteurs des actes terroristes, commis récemment, sont souvent des jeunes qui ne sont ni analphabètes ni incultes. Ces actes ne sont pas le résultat d'actions isolées : ils sont souvent préparés et commis par des réseaux de plus en plus complexes et difficiles à déceler qui franchissent les frontières des pays. Aujourd'hui, des jeunes tunisiens s'orientent en tant que membres actifs vers des réseaux qui oeuvrent pour défendre violemment des causes qui leur tiennent à coeur. Ces jeunes ont choisi de s'opposer à leurs compatriotes, considérés comme de mauvais musulmans, infidèles, voire apostats. Le danger du terrorisme persiste en Tunisie. Ce phénomène révèle les difficultés de la société à fournir un accompagnement approprié aux jeunes qui ont du mal à trouver une place dans l'organisation so-

ciale, et se tournent ainsi vers des structures qui les sollicitent, et qui par conséquent les feraient sentir utiles. Dans ce contexte, la question du rapport de la religion à la politique est à l'ordre du jour. L'expérience récente de la Tunisie, après la chute d'un régime totalitaire, témoigne des difficultés d'instaurer un État civil.

L'évolution sociétale impose la révision de nos manières de penser les jeunes ainsi que de les accompagner : ils ont été considérés comme un objet d'intervention et un groupe homogène. La définition des jeunes en tant qu'acteurs¹¹, qui subissent les contraintes des structures dans lesquelles ils s'inscrivent, d'une part, et qui bénéficient d'une marge de liberté, leur permettant de composer les règles du jeu et de défendre leurs intérêts, d'autre part, serait extrêmement pertinente dans l'appréhension et le développement des conditions juvéniles.

11. « Les jeunes sont dorénavant considérés comme des acteurs de la vie sociale, comme des partenaires, forts d'un potentiel certain, de nombreux atouts et compétences ; ils doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs besoins et de réfléchir aux moyens de les satisfaire ». *Paroles aux jeunes, Manuel sur la Charte européenne révisée de la participation des jeunes à la vie locale et régionale, Conseil de l'Europe, 2009.*

Selma joué par Nejma Zeghidi



Ce court métrage retrace le combat d'une femme ordinaire, Selma, qui a du affronter sa nouvelle situation. A la perte de son mari, chauffeur de taxi, Selma se retrouve au devant de la scène à expérimenter des situations et des obstacles nouveaux. Mère d'une petite fille et désormais veuve, de sa belle famille au reste de la société, chacun se donne le droit de lui dicter son comportement sans vraiment essayer de l'aider.

Avec un air déterminé mais tranquille, elle décide de prendre les choses en main et de se prendre en charge afin de s'assurer et d'assurer l'avenir de sa fille qui la soutiendra dans le futur qu'elle a choisi.

Dans un premier temps elle doit récupérer la voiture accidentée de son mari et l'argent de l'assurance qui l'aidera à franchir cette étape.

C'est là qu'elle affronte les couloirs interminables d'une administration lourde, nonchalante et inébranlable. Elle passera ses journées en se déplaçant d'un endroit à un autre pour résoudre des problèmes de paperasses. Son aventure avec l'assurance ne sera pas meilleure. Mais elle finira, grâce à sa persévérance et à sa patience, à dépasser toute seule ces problèmes.

Entre temps, elle a pris des cours de conduite et a obtenu le permis de conduire. Sa belle famille, qui

n'a fait que suivre de loin tout ce qu'elle a enduré pour gagner sa cause, n'accepte pas que Selma prenne le métier de son défunt mari chauffeur de taxi. Sa belle mère avait prévu un autre plan : récupérer le taxi pour le donner à son fils chômeur. Selma a vu évoluer le comportement de sa belle mère : d'un discours encourageant à un ton dissuasif et menaçant au fur et à mesure qu'elle franchissait une nouvelle étape. Entre lui dicter sa conduite, lui rappeler ses droits mais avant tout ses devoirs et s'assurer la succession son et la reprise par deuxième fils du taxi, Selma affronte courageusement et calmement les dictâtes de sa belle mère.

Ce nouveau court métrage de Mohamed Ben Attia, nous expose une situation que vit beaucoup de femmes suite à la perte de leurs maris. Certaines choisissent de s'aliéner aux coutumes et de se trouver un nouveau chef de famille : un oncle, un

beau père, d'autres prendront le même chemin que Selma. Certaines sauront résister, d'autres moins.

Filmé dans un style simple sans trop d'effets avec des plans rapprochés et des acteurs spontanés, on se retrouve proche d'un quotidien qu'on a tendance à oublier. Malgré toutes les lois, malgré l'accès à l'éducation, malgré les potentialités que peuvent avoir une femme, elle se trouve souvent confrontée à une mentalité qui l'empêche d'accéder à son indépendance, à se prendre en charge. Qu'elle soit mère de famille ou jeune femme, la femme tunisienne mène encore ce combat quotidien afin de prouver à ceux qui s'obstinent à ne pas le reconnaître qu'elle est capable de construire son avenir d'une façon autonome, qu'elle a tout simplement le droit de choisir sa vie loin des rôles traditionnels qui la relèguent à la deuxième rangée.

Court métrage de Mohamed Ben Attia

Acteur principal : Nejma Zeghidi

Une production NOMADIS IMAGES & PROPAGANDA PRODUCTIONS

Fiction, 19 min, Tunisie, 2013

Producteurs : Dora Bouchoucha et Imed Marzouk

Conseillère artistique : Lina Chaabane Menzli

Zohra MAROUANI GUEDICH :

«Poèmes et culture»



Ce recueil est le fruit d'une accumulation durant toute une vie active qui m'a empêché d'écrire.

La poésie fut ma passion d'écolière et de lycéenne.

C'est le calme de la retraite qui m'a aidé à reprendre, c'est aussi l'environnement paisible des Iles Kerkennah, mais c'est surtout les événements de taille qu'a connu notre pays, et qui continuent à meubler notre quotidien.

Cette œuvre de 135 pages et de 55 poèmes repartis par thèmes :

- La voix et l'archipel
- Mon pays ma patrie
- Méditation

Dans la première partie intitulée «La voix de l'archipel», j'ai voulu vous emmener dans les Iles Kerkennah que j'ai baptisées «Les Iles Merveilles».

Un amalgame de paysages sauvages, d'oasis maritimes.

A travers ma poésie j'ai voulu décrire le quotidien simple des insulaires, leur mode de vie dans un climat rude où chaque composante de la nature est exploitée d'une façon optimale.

«...Sur l'Ile tout a un rôle à jouer

Marée haute basse marée...» P31

Je vous laisse soin de découvrir les richesses culturelles des Iles et la description du beau tableau chorégraphique exécuté par la troupe musicale comme on l'appelle Zaffana.

Dans la deuxième partie, intitulée «Mon pays ma patrie» j'ai voulu rendre hommage à nos ancêtre, aux personnages et aux figures féminines qui ont marqué l'histoire de la Tunisie.

«... L'histoire ne se termine pas elle ne tourne pas la page

Mais elle continue pour conquérir d'autres otages...» P.63

J'ai aussi abordé la dure réalité pendant et après la révolution et le paradoxe engendré (augmentation du chômage, émigration clandestine etc.)

«... A bord d'une frêle embarcation de pêche côtière

En surcharge les émigrés entassés devant et à côtière

Pour un voyage à risque et couteux

Pour un déracinement onéreux...) P84

Enfin, dans la dernière partie baptisée «Méditation» j'ai décrit la nature en toute saison, j'ai rendu hommage aux membres de la famille père, mère et enfants, j'ai médité, j'ai fait parler mes sentiments et livrer mes impressions dans la lumière et dans l'obscurité.

«...Perché au fond de l'horizon

Le crépuscule étend ses ailes sur les monts

Attend la nuit pour prendre la relève

Attend la nuit et la lune qui se lève...»

Bonne lecture à toutes et à tous.

